

SEMINAIRE NATIONAL SUR LA REFORME
DU SECTEUR DE LA SECURITE, R.S.S.

* * *

* *

*

BANGUI DU 14 AU 17 AVRIL 2008.

*****_*****

**“ ATTENTES ET PERSPECTIVES
DES POPULATIONS ”.**

Par :

*El Hadji Abdoul Amine TCHAKPA M'BREDE.
Tél. 75.05.16.06/Email : tchakpambrede@yahoo.fr*

ATTENTES ET PERSPECTIVES DES POPULATIONS

1. Introduction :

Depuis un peu plus de deux décennies, l'on assiste, de façon irrémédiable, à une crise de confiance entre les populations centrafricaines et leurs institutions, toutes leurs institutions.

Cette crises de confiance et le malaise généralisé qui s'en suivi, trouvent leurs origines dans le terreau des politiques, savamment entretenues par les propres fils et filles du pays. Lesquelles politiques ne sont pas basées sur la recherche constante de la satisfaction des aspirations et du bien –être de la majorité des populations, mais plutôt sur l'assouvissement des intérêts des membres du clan, de l'ethnie ou de la région des dirigeants.

Ces politiques suicidaires et rétrogrades d'exclusion ne pouvaient conduire, à l'évidence, qu'à des frustrations, tout à fait justifiables, et au rejet des autorités par le plus grand nombre des populations.

L' un des rares pays du continent à être doté d'une seule langue, des richesses immenses et où le brassage ethnique est sans égal, la République Centrafricaine de tous les atouts pour servir de modèle de pays de paix, de sécurité, de solidarité, d'unité et de démocratie. Pour peu que nous ayons des dirigeants visionnaires et dévoués à la cause nationale.

La campagne d'information et de sensibilisation, sur la Ré forme du Secteur de la Sécurité, RSS, mené par le Comité Préparatoire du Séminaire National, à travers les Arrondissements de la ville de Bangui et certaines villes de Provinces, a offert l'opportunité aux populations de dresser un véritable catalogue de leurs griefs contre les dirigeants, les forces de défense et de sécurité, le système judiciaire et l'administration en général.

Sans en établir une liste exhaustive, nous nous sommes efforcé de traduire, le plus fidèlement possible, leurs préoccupations, leurs attentes et leurs desiderata, leur vision et perception de la sécurité dans notre pays.

Les populations, de toutes les localités visitées confondues, de toutes origines, de toutes obédiences, des plus âgés aux jeunes, des femmes aux hommes, des paysans aux fonctionnaires, en passant par les civils et les hommes en tenue, sont unanimes pour affirmer que : « le mensonge, la démagogie, l'exclusion, le non respect de la parole donnée, le clanisme, le tribalisme, le népotisme, le régionalisme, la gabegie, l'impunité...etc. » sont les principaux maux qui ont rongé les pieds de l'édifice centrafricain depuis ces trente dernières années et qui ont, logiquement conduit à la crise de confiance des populations dans les institutions politique, sécuritaire, judiciaire et administrative du pays. Elles affirment par ailleurs que ce sont les autorités du pays qui entretiennent l'insécurité.

a) Des préoccupations des populations

Concernant la gouvernance, elles affirment que l'insécurité est entretenue par les dirigeants à travers une politique basée sur l'impunité, l'exclusion, l'affairisme d'Etat, les promesses non tenues ou le manque de respect de la parole donnée, la gestion non transparente des ressources naturelles du pays telles que les forêts et les mines.

S'agissant des Forces de Défenses et de Sécurité, elles dénoncent avec véhémence les brutalités et tracasseries de tous genres dont les seules motivations sont les racketts des populations. Les FDS font preuve d'un incivisme à nul autre comparable, se livrent à des actes humiliants et dégradants sur les populations. Elles n'ont aucun comportement d'une armée nationale et agissent plutôt comme une armée d'occupation qui cherche coûte que coûte à soumettre les populations à l'esclavage sur leur propre territoire. Elles tuent, pillent, violent et détruisent les maisons et les biens des populations de façon impunie. Mieux, les éléments des FDS qui se livrent à ces actes odieux et criminels sont promus par les autorités et bénéficient des primes d'encouragement et des bourses de formation à l'étranger. Ce qui ne peut pousser les FDS à exceller dans leurs actes de barbaries à l'égard des pauvres populations aux mains nues qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Le recrutement dans les FDS se fait toujours sur des bases claniques, népotistes et tribales. Certaines tentatives de recrutement pluriethnique ont été certes initiées, mais sont restées entachées de vices de forme. Certains candidats, très souvent des fils à papa de Bangui, sans vocation ni un bon niveau d'instruction, sont transportés dans certaines préfectures pour être recrutés en lieu et place des natifs de la région.

Mieux, les chefs militaires chargés des recrutements s'attribuent des quotas dont-ils se servent pour ne faire incorporer que leurs proches parents. A telle enseigne qu'on constate aujourd'hui, quarante huit années après l'indépendance, que certaines ethnies du pays ne sont pas représentées dans l'armée nationale.

Pire encore, les FDS dénoncent aux zaraguina et autres rebelles, les populations qui leur livrent des informations stratégiques sur les questions d'insécurité. Ce qui accentue la crise de confiance et de collaboration entre elles et les populations. Enfin, les populations s'étonnent que les FDS, en mission de sécurité dans les provinces, les prennent pour cibles au lieu de s'attaquer aux rebelles et aux zaraguina.

Enfin, les populations ont relevé, fort à propos, que les 16 préfectures de la République Centrafricaine ont chacune, au moins une frontière non protégée avec un pays voisin, ce qui augmente leur vulnérabilité sur le plan de la sécurité.

La justice, selon les populations, est corrompue et fortement dépendante des pouvoirs politique et financier. La justice n'existe que pour les riches et les puissants et non pour les pauvres.

Dans certaines régions du pays, le comportement des hommes de lois est contraire aux règles d'éthique et de la déontologie de la profession. Des prisonniers, par exemple, sont utilisés dans les chantiers miniers au profit de certains magistrats ou de certaines autorités politico administratives.

Toujours, selon la population, l'Administration est politisée à outrance et est concentrée à Bangui.

b) Des attentes et des perspectives de la population

Pour rétablir la confiance entre les différents segments de la société nationale, condition sine qua non du retour de la sécurité indispensable au développement socioéconomique du pays, de la réconciliation et de la concorde nationale, les populations ont suggéré une panoplie de pistes de solutions dont-il faut un livre pour les publier de manière exhaustive. Nous avons dû opérer un choix arbitraire qui prend en compte l'essentiel de ces attentes. Elles proposent notamment que :

Au niveau de la gouvernance :

- Les nominations à des postes de responsabilité, tant au niveau politique que dans l'Administration, répondent uniquement aux critères de compétence et en tenant compte de la géopolitique et non sur des bases subjectives, claniques ou tribales ;
- La gestion des finances publiques et des ressources naturelles du pays soit faite dans la plus grande transparence et dans l'intérêt général ;
- Les responsables du pays, à tous les niveaux de la hiérarchie, aient l'obligation de rendre compte de leur gestion et que des sanctions effectives soient prononcées à l'encontre des contrevenants ;
- La priorité dans les actions du Gouvernement soit accordée au paiement des salaires des fonctionnaires de l'Etat, des pensions des retraités et des bourses des étudiants pour garantir l'avenir de nos enfants ;
- Le Parlement contrôle effectivement que la gestion du budget alloué au FDS est conforme à l'orthodoxie financière ;
- La décentralisation et déconcentration des services de l'Etat soient effectives pour rapprocher l'administration des populations ;
- La Radiodiffusion et la Télévision nationale soient réhabilitées, couvrent l'ensemble du territoire et soient effectivement mises à la disposition de tous les citoyens pour permettre une communication fluide entre les autorités centrales et les populations de l'arrière pays afin de les protéger des stations étrangères qui les détournent des réalités de leur pays ;
- L'électrification du Boulevard Charles de Gaule, allant de Ouango au port pétrolier soit réalisée pour faciliter la circulation des FDS et garantir la sécurité au long du fleuve entre Bangui et Zongo ;
- La Jeunesse Pionnière Nationale soit étendue à tout le pays et que des Maisons des Jeunes soient créées dans toutes les provinces pour freiner l'exode rural des jeunes vers Bangui ;
- Toutes les routes et tous les ponts dans tout le pays soient réfectionnés pour le déplacement rapide des FDS en cas de danger ;

- La route longeant le fleuve Oubangui jusqu'à Kouango soit réhabilitée pour garantir la sécurité entre la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo ;
- Les indemnités des chefs de villages et des quartiers soient reconduites pour leur donner un peu de crédibilité et d'autorité ;
- L'impôt sur les personnes physiques soit rétabli pour renforcer l'autorité des chefs des quartiers et des villages et faciliter le contrôle des populations, et surtout des populations étrangères ;
- Les Maires des Communes et les chefs des villages et des quartiers soient élus pour bénéficier de la confiance de leurs concitoyens. Aujourd'hui, les populations ne se reconnaissent pas dans les Maires et chefs des villages ou des quartiers imposés par décrets ou arrêtés des autorités ;
- Une commission nationale de gestion des crises et conflits soit créée ;
- L'enseignement de l'instruction civique soit réintroduit dans les programmes scolaires et à l'Université ;
- Les Commissions Mixtes avec les pays voisins soient réactivées ;
- Les campagnes économiques soient restaurées pour stimuler les populations ;
- Les capacités des organisations de la société civile soient renforcées pour leur permettre de contribuer à la gestion des affaires publiques.

Au niveau des FDS

- L'armée soit dépolitisée et soit effectivement républicaine pour mieux protéger les institutions de la République ;
- Les militaires ne prennent part ni au scrutin présidentiel ni législatif ;
- L'armée soit neutre ;
- Tout militaire voulant faire de la politique démissionne de l'Armée ;
- La sécurité des Chefs d'Etats soit constituée des éléments des différents FDS (armée, gendarmerie et garde républicaine) comme dans l'ancien temps pour éviter toute velléité de domination d'une tribu sur les autres et enrayer l'incivisme et la division au sein de l'armée nationale ;

- Les barrières illégales qui constituent des entraves à la libre circulation des personnes et des biens et dont la seule motivation est le racket des populations soient supprimées ;
- Des barrières légales à l'entrée de chaque Préfecture soient placées sous le contrôle de la Gendarmerie et de la Police ;
- Chaque corps (armée, gendarmerie, police, eaux et forêts, douanes) accomplisse sa mission conformément à son mandat statutaire ;
- Le nombre de couloirs de transhumance soit limité sur l'ensemble du territoire et placé sous haute sécurité des FDS et désarmer tous les convoyeurs en armes ;
- Tous les éléments indisciplinés soient radiés de tous les corps des FDS ;
- Tous les militaires et officiers âgés soient mis à la retraite ;
- Des jeunes soient recrutés sur une base pluriethnique avec un quota unique pour toutes les régions, en tenant compte de leurs niveaux d'instruction, après une enquête de moralité et une formation adéquate ;
- L'effectif des FDS soit augmenté et que des casernes militaires soient créées dans toutes les régions frontalières et doter en équipements, en moyens logistiques et en matériels de communication performants ;
- Les armes soient gardées dans les poudrières et ne soient utilisées que pendant les heures de travail.

Au niveau de la Justice

- Un organe spécifique chargé du contrôle du fonctionnement et de la manière dont la justice est rendue dans les provinces soit créé ;
- Les jugements prononcés soient équitables et impartiaux pour restaurer la confiance des populations et éviter des frustrations, facteurs d'insécurité ;
- Des séminaires périodiques d'information soient organisés sur les textes de lois à l'intention des organisations de la société civile qui œuvrent auprès des populations ;
- L'effectif des magistrats soit augmenté pour éviter les cumuls des fonctions.